

REPUBLIQUE DU BURUNDI

PARTI UPRONA

Tél. 225089-Fax.213119

B.P. 1810 BUJUMBURA

COMMUNIQUE DE PRESSE N°15/2003

L'International Crisis Group, ICG, en sigle, vient de publier, le 7 Octobre 2003, un rapport sur notre pays (ICG Rapport Afrique n° 70). Tout en se réservant le droit d'apporter un démenti systématique aux nombreuses allégations et aux contre-vérités contenues dans ce rapport, le Parti UPRONA tient d'ores et déjà à attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale sur ce qui suit :

1° Contrairement aux dires de ses auteurs, ce rapport ne peut avoir pour effet que de manipuler la question foncière pour en faire en perspective l'objet d'un antagonisme politique et ethnique. En somme, au lieu de désamorcer la bombe comme l'indique le titre du dit rapport, ce dernier est manifestement conçu, consciemment ou non pour provoquer une explosion sociale de manière quasi programmée.

2° Le grossissement délibéré de la question foncière jusqu'à en faire aujourd'hui la première préoccupation des Burundi en lieu et place des problèmes bien plus épineux de réconciliation, de sécurité, de violence ; la lecture volontariste jusqu'à l'absurde de la propriété foncière en termes d'un prétendu antagonisme viscéral autour de la terre entre les ethnies, les partis politiques et certaines fonctions étatiques ; la déformation grossière des lois et règlements qui ont été adoptés précisément pour assurer une gestion harmonieuse du patrimoine foncier ; s'inscrivent en droite ligne des manoeuvres ourdies par certains groupuscules extrémistes bien connus, autant de positionnements qui cherchent les prétextes les plus divers pour empêcher au processus de paix d'aboutir définitivement à une paix durable.

3° Le rapport cache mal le positionnement de ses auteurs aux côtés d'une partie au conflit burundais. En effet, alors que les signataires de l'Accord d'Arusha s'en sont remis pour la question du génocide à une enquête judiciaire internationale, l'I.C.G ne retient pour l'année 1972 que le génocide anti-hutu. Ce faisant, il ignore complètement les nombreuses victimes tutsi qui ont été massacrées à Rumonge, à Nyanza-Lac et ailleurs au Sud du pays dont il fait comme par hasard le berceau du problème foncier.

4° L'acharnement contre le Parti UPRONA et les Forces Armées burundaises que l'I.C.G rend coupables de tous les maux sans aucune base d'analyse ouvre une campagne de diabolisation que d'autres ont entreprise avant lui et qui, à la faveur du processus de réconciliation nationale, était en passe de s'estomper. C'est dire que loin de contribuer à résoudre les problèmes, ce rapport s'attache à rouvrir les plaies non encore cicatrisées.

5° Il est regrettable qu'une organisation réputée sérieuse dans le monde et qui est de surcroît censée fonder ses rapports sur des analyses rigoureuses ait pris à son compte des allégations, voire des slogans vides et creux émanant de prétendus écrivains dont le manque d'objectivité est devenu notoire ; qu'elle ait accepté de servir de relais à des officines de propagande.

6° L'Accord d'Arusha a analysé, enquête à l'appui, la question de la terre. Il fixe des principes à suivre et des mécanismes à mettre en place pour résoudre tous les problèmes qui pourraient surgir dans le domaine. Le dernier rapport de l'I.C.G s'inscrit en faux contre cette option consensuelle et préconise de mettre les questions de la terre sous un régime d'exception sous prétexte que le système judiciaire burundais n'est pas fiable.

7° Enfin, le Parti UPRONA voudrait attirer l'attention de tous ceux qui prendront connaissance de ce rapport pour qu'ils ne se laissent pas abuser par son contenu qui trahit l'éthique et la réputation d'une organisation comme l'I.C.G.

Fait à Bujumbura, le 29/10/2003

LE SECRETARIAT NATIONAL CHARGE DE LA COMMUNICATION